
SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EN RELATION AVEC LA COMMISSION DES THONS DE L'OCEAN INDIEN

SOUMISE PAR : MALDIVES, SEYCHELLES ET AFRIQUE DU SUD

Exposé des motifs

Le Sixième rapport d'évaluation du GIEC affirme, avec un degré de confiance élevé, que le changement climatique provoque la redistribution des stocks de poissons marins, augmente le risque de conflits de gestion transfrontaliers entre les utilisateurs des ressources et affecte négativement la distribution équitable des services d'approvisionnement en nourriture, les stocks de poissons se déplaçant des régions de basse latitude vers les régions de haute latitude. Le rapport note également que les extrêmes liés au climat ont affecté la productivité du secteur de la pêche, avec des conséquences négatives pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. Le rapport souligne en outre les risques particuliers encourus par les petites îles, où les impacts devraient être ressentis de manière plus aiguë. Pour les petits États insulaires en développement, où la pêche reste l'une des principales activités de subsistance et représente une source de sécurité alimentaire, les implications vont au-delà d'une crise économique ; les impacts cumulatifs du changement climatique constituent une menace existentielle pour ces États.

Par conséquent, de nombreux gouvernements et organisations se sont fait l'écho d'appels urgents à l'action à cet égard. Plusieurs mesures de gestion internationales et régionales ont été établies pour faire face à ce problème croissant. Cependant, la plupart des ORGP thonières ont peu pris en compte le changement climatique et ses impacts. Bien que certains travaux aient été réalisés par des pays membres individuels pour évaluer et modéliser les impacts du changement climatique sur les pêcheries mondiales de thons, il y a peu d'efforts concertés à cet égard. Cependant, avec l'adoption historique de la résolution 2019-01 (résolution sur le changement climatique, en ce qui concerne la Commission des pêches du Pacifique occidental et central) en 2019, la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC) est devenue la première ORGP thonière à adopter une résolution dédiée au changement climatique.

Bien qu'un élan se dessine en faveur d'une gestion et d'une coopération transfrontalières tenant compte du climat, il reste encore beaucoup à faire pour sauvegarder nos ressources halieutiques partagées et protéger ceux qui en dépendent. Dans cette veine, cette proposition vise à accomplir ce qui suit :

1. Soutenir la durabilité à long terme de toutes les espèces de la CTOI, de leurs espèces associées et de leurs prises accessoires et des espèces appartenant au même écosystème ou dépendant des stocks cibles ou associées à ceux-ci.
2. Contribuer à améliorer notre compréhension de l'impact du changement climatique sur les stocks de thons et les écosystèmes dont ils font partie.
3. Renforcer la capacité des CPC qui sont des États en développement, en particulier des États les moins avancés et des petits États insulaires en développement, à faire face aux impacts du changement climatique sur les stocks et les pêcheries de thons, grâce à l'amélioration de la climatologie dans ces États.

RÉSOLUTION 22/XX**SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EN RELATION AVEC LA COMMISSION DES THONS DE L'OCEAN INDIEN**

Mots-clés : Changement climatique, approche de précaution

La Commission des thons de l'océan Indien (CTOI)

RECONNAISSANT les initiatives internationales visant à lutter contre les effets du changement climatique, notamment par le biais de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris ;

PRENANT NOTE des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ;

CONSCIENT du travail du Comité scientifique et des groupes de travail dans l'évaluation des impacts du changement climatique sur les stocks de thons et les prises accessoires, ainsi que sur les espèces appartenant au même écosystème ou dépendantes ou associées aux stocks cibles dans la zone de compétence de la CTOI ;

CONVAINCUE de l'importance d'aborder les impacts potentiels du changement climatique et d'autres dégradations environnementales sur les stocks-cibles, les espèces non-cibles et les espèces appartenant au même écosystème ou dépendantes ou associées aux stocks cibles dans la zone de compétence de la CTOI ;

AYANT À L'ESPRIT que l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (ANUSP) a été adopté en tenant compte de la nécessité d'éviter les effets néfastes sur le milieu marin, de préserver la biodiversité, de maintenir l'intégrité des écosystèmes marins et de réduire au minimum le risque d'effets à long terme ou irréversibles des opérations de pêche ;

RAPPELANT que l'article 5 de l'ANUSP exige des États qu'ils évaluent l'impact de la pêche, des autres activités humaines et des facteurs environnementaux sur les stocks cibles et les espèces appartenant au même écosystème ou associées ou dépendantes des stocks cibles et qu'ils adoptent, le cas échéant, des mesures de conservation et de gestion des espèces appartenant au même écosystème ou associées ou dépendantes des stocks cibles, en vue de maintenir ou de rétablir les populations de ces espèces au-dessus des niveaux auxquels leur reproduction peut être gravement menacée ;

PRÉOCCUPÉS par les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat en 2022, présentant un degré de confiance élevé, selon lesquelles le changement climatique entraîne une redistribution des stocks de poissons marins, accroît le risque de conflits de gestion transfrontaliers entre les utilisateurs de la pêche et a une incidence négative sur la répartition équitable des services d'approvisionnement alimentaire, les stocks de poissons se déplaçant des régions de basse latitude vers les régions de haute latitude, ce qui accroît la nécessité d'une gestion et d'une coopération transfrontalières tenant compte du climat

RAPPELANT la préoccupation de la 23^e session du Groupe de travail sur les thons tropicaux selon laquelle le changement de température pourrait avoir des impacts directs sur la distribution spatiale des poissons et la dynamique des stocks, en particulier le fait que le Dipôle de l'océan Indien montre des impacts significatifs sur les capturabilités de l'albacore.

RAPPELANT EN OUTRE que la 24^e session du Comité scientifique a noté l'importance de comprendre l'impact du changement climatique en particulier sur les thons tropicaux ;

ADOpte ce qui suit, conformément à l'article IX, paragraphe 1 de l'accord CTOI :

1. Dans leurs délibérations, y compris dans l'élaboration de mesures de conservation et de gestion, les CPC devront tenir compte des informations scientifiques disponibles auprès du Comité scientifique et d'autres processus internationaux pertinents sur les impacts potentiels du changement climatique sur les stocks de thons, les prises accessoires et les espèces appartenant au même écosystème, ou dépendantes des, ou associées aux stocks de thons.
2. Les CPC devront soutenir la poursuite du développement de la science sur la relation entre le changement climatique et les stocks de thons, les prises accessoires et les espèces appartenant au même écosystème, ou dépendantes des, ou associées aux stocks de thons, ainsi que les interrelations avec d'autres facteurs qui affectent ces stocks et ces espèces et les estimations des incertitudes associées.
3. Le Comité scientifique examinera les impacts potentiels du changement climatique sur les stocks de poissons grands migrants et tout impact connexe sur les économies, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des CPC, en particulier des États en développement, parmi lesquels les États les moins avancés et les petits États insulaires en développement.
4. Le Comité scientifique examinera la manière dont le changement climatique et les activités de pêche peuvent être liés et recommandera à la Commission des mesures pour faire face à toute incidence potentielle.
5. Les CPC devront en outre examiner les options et les alternatives permettant de réduire les impacts environnementaux de leurs activités.